

EuropaCity : un joyeux pique-nique pour protéger les terres menacées par Auchan

28 mai 2018 / Lorène Lavocat et Mathieu Génon (Reporterre)



Alors que le gouvernement relance le projet de bétonner les terres agricoles de Gonesse, la mobilisation grandit. Dimanche 27 mai, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées sur le triangle de Gonesse dans un rassemblement festif... et poétique.

- Gonesse (Val d'Oise), reportage

Le long du « *chemin de la justice* », les épis de blé encore verts brillent sous le soleil. Des avions décollent à la queue-leu-leu depuis Roissy, zébrant le ciel bleu de traînées blanches. De l'autre côté de la butte, l'autoroute A3 fend le paysage, une langue de goudron à travers les terres. Au loin, le Sacré-Cœur dresse

sa silhouette dans une brume claire. « *Paris est à quelques kilomètres d'ici à vol d'oiseau, et pourtant, nous sommes dans les champs* », s'étonne Katherina. Pinceaux à la main, cette peintre se rend pour la première fois au Triangle de Gonesse. Pour soutenir « *avec [ses] armes* », la bataille qui se livre ici.

Cette bataille voit s'affronter la richissime famille Mulliez, qui rêve d'implanter le méga-complexe EuropaCity, avec l'aide d'un multimilliardaire chinois et du soutien de l'État, à une poignée grandissante de citoyens, qui refusent de voir les dernières terres agricoles d'Ile-de-France partir à la bétonisation. Ce dimanche 27 mai, ces irréductibles Franciliens ont organisé une fête des terres de Gonesse sur une des parcelles menacées. Car, alors que le tribunal administratif avait donné un coup d'arrêt au projet d'artificialisation des terres, le gouvernement l'a relancé, en faisant appel de la décision du tribunal.

Venue de Paris pour la journée, Katherina se dit « ahurie » par ce projet qu'elle a découvert il y a quelques mois : « *On a besoin de chaque mètre carré cultivable pour nourrir la région, alors que des centres commerciaux, il y en a partout* ». Avec ses tubes de peinture et des pochoirs, elle participe à un atelier participatif où chacun peut créer sa pancarte contestataire. Une adolescente esquisse le M jaune de Macdonald barré d'une croix ; autour elle a inscrit « Non » et « Nul ». « *Le message est clair, non ?* interroge-t-elle. *On n'a pas besoin d'aller dans des fast-foods au milieu des centres commerciaux pour manger de bons hamburgers, il y a de petits restos qui font ça très bien avec de bons ingrédients !* » Elle va ensuite planter son œuvre anti-consumériste le long d'un champ, où plusieurs dizaines d'affiches ont fleuri dans la matinée, formant une clôture poétique. « *Des lapins pas de magasins* » ; « *Stop up nation* » ; « *Le bonheur est dans le pré* ».



Assis sur une chaise, sourcils froncés par la concentration, Alexis finalise sa pancarte « *Europas du tout* », du nom du collectif qui fédère des commerçants opposés au projet. Impliqué dans la lutte contre l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, cet habitant de Nanterre a lui aussi pris conscience récemment qu'un « *péril* » similaire prenait forme aux portes de la capitale. « *On vit déjà dans le béton, et le peu de terres agricoles qu'il nous reste, on les bétonne pour les intérêts financiers de quelques-uns* », dénonce-t-il. De cette première visite au Triangle de Gonesse, il repart avec une liasse de tracts et l'envie de s'investir dans la lutte.

Derrière lui, au sommet d'un monticule surplombant les champs alentours, un petit groupe hisse une girafe — une plateforme de quatre mètres de hauteur — encouragé par une fanfare tonitruante. « *Nous voulions avoir un symbole fort et fixe pour marquer notre détermination à défendre cette zone*, explique Florence, du collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG). *D'ici, on a une vue à 360° sur le triangle, on se rend bien*

compte du désastre si on décapite ces terres avec l'urbanisation. »



Bien que rudimentaire, la plateforme a nécessité trois jours de travail sous la houlette d'un architecte. « On espère qu'elle va tenir un peu et qu'ils ne vont pas la détruire tout de suite », observe Michel. Car les terres occupées par le collectif sont propriété de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France, qui a demandé mi-mai aux opposant de partir. L'« expulsion des légumes » — personne ne vit sur cette parcelle — ne devrait pas avoir lieu avant juillet, car des recours juridiques sont en cours. Mais « les pouvoirs publics pourraient venir détruire ce qu'on installe ici dès la semaine prochaine, pense Michel. Ils ont une trouille bleue qu'on fasse une Zad ! »

Pour ce militant retraité, cette option est « très peu probable, car la topographie ne s'y prête pas » : « on n'occupe pas des champs de céréales comme on occupe un bocage et des forêts ! » Alors comment s'opposer ?

Sous un barnum, une cinquantaine de personnes suit la présentation de Carma, un projet agroécologique ambitieux porté par les opposants comme alternative à EuropaCity. « C'est en montrant qu'un autre aménagement est possible qu'on gagnera, précise un militant coiffé d'un gilet jaune estampillé "Des Terres, pas d'hypers". Il faut se mobiliser sur tous les fronts : le lobbying auprès des politiques, la bataille juridique et l'organisation d'actions citoyennes. »

D'après lui, « la mayonnaise est en train de prendre ». Il en veut pour preuve la création de plusieurs « comités Terres de Gonesse » à travers toute l'Ile-de-France, à l'image des comités de soutien à Notre-Dame-des-Landes. « Il y a un an, on est venu ici pour la première fois, et on a eu un déclic, raconte Laurence, membre du comité de Pantin (93). Nous étions scandalisés par Notre-Dame-des-landes, mais EuropaCity, c'est pareil, et c'est à côté de chez nous, c'est donc là qu'il faut se battre pour les terres ! Pantin, c'est tout près de Gonesse, et ces terres pourraient nous nourrir. Nos Amap peinent à trouver des maraîchers à proximité, il y a un vrai besoin d'agriculture locale. »

Depuis, Laurence vient tous les quinze jours s'occuper du potager collectif installé sur la parcelle. Aujourd'hui, chacun est invité à planter des jeunes pieds de tomates, de courges ou de poivrons dans les sillons fraîchement binés. Elle aide les plus jeunes à creuser un trou pour y déposer leur plant. « En jardinant ici, je me suis rendue compte que ces terres sont d'excellente qualité, ajoute Laurence. A Pantin, c'est plein de gravats, ici, la terre est meuble et humide ! »



En début d'après-midi brûlant, plusieurs centaines de personnes naviguent de stands en débats. Certains sirotent une bière artisanale, d'autres écoutent en somnolant la batucada. Des artisans de l'International Boulangère Mobile (IBM) proposent du pain à peine sorti de leur fournil sur roues. Trois enfants jouent à cache-cache entre les buissons, tandis que deux cheveux blancs discutent à l'ombre d'un grand parapluie. « *La mobilisation progresse, se réjouit Bernard Loup, président du CPTG. Il y a de nouvelles têtes, des gens qui viennent de toute la région et pour la première fois sur le Triangle de Gonesse.* » D'après lui, au fur et à mesure que grandit la médiatisation du projet, « *de plus en plus de gens s'y opposent, car ils ne le comprennent pas : EuropaCity est un non-sens social et écologique* ».



Pourtant, encore peu d'habitants de Gonesse et des quartiers populaires alentours se mobilisent. D'après Bernard Dhailly, l'un des rares Gonessiens rencontrés ce dimanche, *« les gens n'ont pas d'avis parce qu'il n'y a pas vraiment eu d'information sur ce qu'était réellement ce projet. Mais quand on tracte à la sortie des commerces et qu'on en discute, les gens finissent par être contre. »*

Outre le soutien de nombreuses associations qui ont posé leur stand près des champs (Greenpeace, FNE, Confédération paysanne), l'opposition à EuropaCity peut compter sur le soutien affiché d'Europe-Ecologie Les Verts (Yannick Jadot est venu), de la France insoumise, avec la présence de Mathilde Panot, et du Parti communiste, dont le secrétaire national Pierre Laurent a fait le déplacement.

Chemisette blanche et lunettes noires, Alain Feuchot, secrétaire départemental du Val d'Oise, résume la position du parti : *« On ne voit pas l'intérêt d'un projet qui va enrichir la troisième fortune de France — les Mulliez — et un milliardaire chinois, et dégrader les conditions de vie des gens. »* Il balaie l'argument des emplois créés d'un revers de main, *« des boulots flexibles, peu rémunérés et précaires »*. A ses côtés, Hervé Bramy, responsable national chargé de l'écologie et habitant du Blanc-Mesnil, rappelle que *« les départements du Val d'Oise et de Seine-Saint-Denis sont déjà en surexploitation commerciale ; ce nouveau projet va tuer les autres, ce n'est qu'une opération financière pour les promoteurs »*. Ni la famille Mulliez ni l'État ne montrent pour le moment leurs doutes ou leur volonté d'abandonner le projet. D'après *Mediapart*, sous la pression de l'échéance des Jeux olympiques et de la construction du métro du Grand Paris, le gouvernement prévoirait même de stocker dès 2019 des déblais de chantier sur les terres du Triangle de Gonesse, ce qui menacerait directement leur usage agricole.

C'est *« parce que ce projet provoquera des déséquilibres économiques et des impacts écologiques au niveau régional »*, que Bernard Loup entend élargir la bataille. *« La lutte ne se gagnera pas localement, elle se gagnera à l'échelle de l'Île-de-France »*, estime-t-il. Quant à l'avenir de cette parcelle occupée illégalement, le militant marque sa détermination : *« on continuera à venir, cette terre ne leur appartient pas, c'est un bien commun. Ensemble, nous la défendrons. »*



Lire aussi : [Le gouvernement relance le projet Europacity](#)

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Photos : © Mathieu Génon/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/EuropaCity-un-joyeux-pique-nique-pour-protger-les-terres-menacees-par-Auchan>